

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Bachar al-Assad brise les projets de Barack Obama

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 2 SEPTEMBRE 2013



Bachar al-Assad brise les projets de Barack Obama

Par Ghaleb Kandil

La résistance de la Syrie face à la guerre coloniale, qui l'a prend pour cible depuis deux et demi, a ouvert la voie à de nouveaux équilibres internationaux susceptibles de libérer le monde de l'hégémonie américano-sioniste. En prenant appui sur cette résistance, les partenaires et les amis de la Syrie ont commencé à jeter les fondements de nouvelles relations sur les scènes internationale et régionales, un quart de siècle après la transformation de l'Organisation des Nations unies en instrument états-unien.

Le projet d'agression contre la Syrie, sous le prétexte de l'utilisation par le régime d'armes chimiques contre sa population, place le monde à la croisée des chemins. Soit les États-Unis

réussissent à renouveler leur hégémonie totale et assujettissent toutes les puissances émergentes, soit un nouvel ordre mondial est consacré, grâce à la résistance épique de l'État syrien, de son armée et de son peuple, conduits par le président Bachar al-Assad, devenu le symbole du refus du diktat étranger et du leader attaché, même au prix de sa vie, à l'indépendance de son pays.

Le prétexte des armes chimiques n'a pas réussi à convaincre les opinions publiques occidentales de la pertinence d'une attaque contre la Syrie. La Russie et l'Iran ont démonté les arguments des États-Unis sur l'utilisation de gaz toxique par l'armée gouvernementale syrienne. Le président Vladimir Poutine a déclaré à ce sujet : « *Les forces syriennes sont à l'offensive et cernent l'opposition dans plusieurs régions. Dans ces conditions, fournir un tel prétexte à ceux qui appellent à une intervention armée serait une absurdité totale. L'interception de conversations quelconques ne peut pas servir de base pour la prise de décisions fondamentales, notamment le recours à la force contre un État souverain* ».

Évidemment, l'Occident tente d'étouffer les révélations fracassantes de la correspondante de l'Associated Presse (AP) en Jordanie, Dale Galvak, qui a publié une enquête, étayée de témoignages de rebelles syriens, reconnaissant qu'une erreur de manipulation de leur part de gaz toxique fourni par l'Arabie saoudite, est à l'origine de la catastrophe chimique du 21 août, dans la Ghouta orientale.

La résistance de Syrie, le soutien indéfectible de ses alliés, et la peur d'une puissante riposte, ont effrayé les États-Unis. C'est donc un Barack Obama « *faible* », comme l'ont décrit les médias israéliens, « *hésitant et confus* », comme l'a qualifié le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Moqdad, qui a annoncé, samedi soir, le report de l'agression contre la Syrie. Abandonné par ses plus proches alliés, incapable de former une coalition internationale, Obama a lancé la balle dans le camp du Congrès, en décidant de lui demander l'autorisation avant toute frappe contre la Syrie. Le Congrès, soumis à de fortes pressions de la part de l'opinion publique (80 à 90 % des États-Unis sont hostiles à toute intervention de leur pays en Syrie), a annoncé qu'il examinera la requête du président à partir du 9 septembre. C'est-

à-dire que les élus ont laissé à Obama tout le temps nécessaire pour trouver une issue au piège dans lequel il s'est lui-même enfermé. Il tentera de trouver une solution avec Poutine lors du G20, à Saint-Petersbourg, le 4 septembre.

Mais quelle que soit la décision du Congrès, la Syrie est prête à se défendre. C'est le président Bachar el-Assad qui l'a encore réaffirmé dimanche. « *La Syrie est capable de faire face à toute agression extérieure, a-t-il dit dans une déclaration diffusée par l'agence Sana. Grâce à la résistance de son peuple et de son armée elle continue d'accumuler les victoires jusqu'au retour de la sécurité et de la stabilité dans le pays* ».

De son côté, Fayçal al-Mokdad a estimé que « *le Congrès états-unien doit faire preuve de sagesse (...) Les allégations sur l'utilisation par la Syrie des armes chimiques n'ont aucun fondement* », a-t-il réaffirmé, en estimant que M. Obama était « *clairement hésitant, déçu et confus quand il parlait (samedi)* » car « *personne ne peut justifier une agression injustifiable* ».

M. Moqdad s'en est aussi pris au gouvernement français, seul partisan d'une agression contre la Syrie après la défection de la Grande-Bretagne, du Canada et des autres alliés traditionnels de Washington. « *Les politiciens français ont trompé le peuple français et se sont comportés de façon irresponsable. Ils ont falsifié les faits et soutiennent des organisations comme Al-Qaïda* », a-t-il martelé. Le chef des Gardiens de la révolution iraniens a mis, de son côté, en garde contre une intervention militaire US en Syrie. « *Le fait que les États-Uniens croient qu'une intervention militaire sera limitée à l'intérieur des frontières de la Syrie est une illusion, elle provoquera des réactions au-delà de ce pays* », a déclaré le commandant Mohammad Ali Jafari, cité par l'agence Isna.

La Syrie est la forteresse de l'arabité et Bachar al-Assad est le défenseur de son étendard. Aucune menace ne parviendra à briser sa volonté. Il sera toujours le symbole des hommes libres, prêts à tous les sacrifices pour sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de son pays face aux envahisseurs colonialistes et aux régimes rétrogrades arabes, qui véhiculent la pensée obscurantiste. Sa résistance sonnera le glas de l'hégémonie unilatérale états-unienne et consacra un monde multipolaire.

Déclarations et prises de positions

Nabih Berry, président du Parlement libanais

« Toutes les armes en dehors du contrôle de l'armée libanaise et de la résistance sont refusées. Nos armes sont-elles refusées car nous sommes capables de dissuader l'ennemi ? Nous protégeons la souveraineté du Liban et non une communauté. Le concept d'une stratégie de Défense nationale ne concerne pas une seule secte ou une seule communauté. Les frontières au Liban-sud ne sont pas des frontières chiites, les frontières au Liban-nord ne sont pas un nid pour les takfiristes et Beyrouth n'est pas pour les sunnites. Le blocage sur la scène politique au Liban est dû aux mauvaises intentions de certaines parties qui veulent mettre la main sur le gouvernement. Nous sommes pour un partenariat au sein du gouvernement. Y-a-t-il des parties qui seraient prêtes à faire des concessions pour renforcer l'État libanais ? Israël est derrière la vague d'attentats qui a frappé le Liban. L'armée et la résistance ont déjà démantelé plusieurs réseaux d'espionnage israéliens et ceux qui mènent des attentats au Liban sont certainement liés aux réseaux israéliens. Nous devons donc trouver une issue au blocage politique au Liban et reprendre le dialogue. Nous appelons toutes les parties à gagner du temps et à entamer un dialogue ouvert au lieu d'attendre un changement régional car le Liban n'est plus la priorité pour les pays qui prennent les grandes décisions. »

Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie

« Les forces syriennes sont à l'offensive et cernent l'opposition dans plusieurs régions. Dans ces conditions, fournir un tel prétexte à ceux qui appellent à une intervention armée serait une absurdité totale. L'interception de conversations quelconques ne peut pas servir de base pour la prise de décisions fondamentales, notamment le recours à la force contre un État souverain. Concernant la position de nos amis états-uniens, qui affirment que les troupes gouvernementales ont utilisé des armes chimiques et disent avoir des preuves, eh bien, qu'ils les montrent aux enquêteurs des Nations unies et au Conseil de sécurité. S'ils ne le font pas, cela veut dire qu'il n'y en a pas. On doit se souvenir des événements de ces dernières décennies, se rappeler combien de

fois les États-Unis ont pris l'initiative de conflits armés dans différentes parties du monde. Voilà ce que je voudrais vouloir dire, si possible, par téléphone à mon homologue états-uniens, en m'adressant à lui non comme au président des États-Unis, mais comme au prix Nobel de la paix. Est-ce que cela a résolu au moins un seul problème ? En Afghanistan, en Irak, il n'y a pas d'apaisement, pas de démocratie tant recherchée par nos partenaires, il n'y a même pas de paix civile la plus élémentaire ni équilibre. Les États-Unis devraient bien réfléchir avant de décider des frappes aériennes qui ne manqueraient certes pas de faire des victimes, notamment parmi la population civile. »

Youhanna Yazigi, patriarche grec-orthodoxe d'Orient

« La communauté internationale est responsable de la situation à laquelle nous sommes parvenus. Le rapt des évêques en Syrie est une affaire parmi tant d'autres, et nous ne pouvons rester les bras croisés. Nous avons déployé des efforts pour leur libération mais nous sommes désormais dans une impasse. Nous avons besoin d'aide pour connaître le sort des personnes enlevées en Syrie. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Les takfiristes apparaissent d'abord comme inoffensifs, mais lorsqu'ils prennent de l'importance, il devient impossible de les contrôler et commencent à former des cellules terroristes. Tant que certains leur assureront un environnement favorable, on ne pourra pas se débarrasser d'eux. Nous sommes tous plongés dans les complots qui ne s'arrêteront que si la sécurité est contrôlée. Le nombre de déplacés syriens a dépassé le million et demi. Ils sont traités comme de simples travailleurs, alors que nos ministres avaient proposé un plan de solution à ce problème. La distanciation avec Ersal, le Akkar et Tripoli est inacceptable. Il s'agit de terres libanaises et de citoyens libanais. Nous avons déjà dit que 500 éléments armés à Tripoli et dans ses environs prennent 400 000 personnes en otages. »

Alexander Zasytkin, ambassadeur de Russie au Liban

« Le président syrien Bachar al-Assad ne tombera pas sous la pression externe. La Russie cherche à éviter une opération militaire étrangère en Syrie, car elle sera porteuse de catastrophes et elle

constitue en tout état de cause une violation du droit international. Nous détenons des éléments sur l'utilisation par l'opposition d'armes chimiques à Khan el-Assal le 19 mars. Quant à la Ghouta, les premières informations parvenues à la Russie montrent que les missiles ont été tirés à partir d'une zone contrôlée par les rebelles. Il faut préciser ces informations et vérifier d'où sont partis les missiles, comment et où ils ont été fabriqués. Les données doivent être claires. Nous voulons que le dossier syrien reste dans le cadre de l'Onu, mais nous n'avons pas l'intention de nous battre contre qui que ce soit. Nous ne voulons pas contribuer à hausser la tension et nous n'utilisons pas un langage de menaces (...) Les attentats survenus au Liban dernièrement s'inscrivent dans le cadre d'un jeu mené par le réseau terroriste international. »

Hussein Moussaoui, député du Hezbollah

« Les initiatives courageuses et libres des leaders syriens, ainsi que la fin de la lutte sanglante, qui ne mène qu'à plus de destruction, constituent le seul salut pour la Syrie. Les États-unis sont le plus destructeur des peuples par les armes chimiques et nucléaires et par les bombes à sous-munitions, du Japon au Vietnam et de l'Afrique, la Yougoslavie et l'Afghanistan aux pays arabes. Ils n'ont laissé derrière eux que le chaos. Le seul souci des États-Unis est de s'accaparer des ressources des autres et d'assurer l'hégémonie de l'entité sioniste. Nous appelons les fils de la nation à resserrer les rangs, à assumer leurs responsabilités et à s'armer de confiance les uns vis-à-vis des autres, pour préserver leurs valeurs et leur avenir. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« Il est impossible pour le moment de former un gouvernement d'union nationale vu que le Hezbollah prend des décisions stratégiques sans revenir à l'État. Nous souhaitons la formation d'un gouvernement neutre qui gère les affaires des citoyens. Nous voulons un gouvernement libanais et, par conséquent, ce gouvernement ne peut pas englober le Hezbollah qui a des engagements étrangers. Le Hezbollah a déjà pris sa décision en ce qui concerne le dialogue national à travers le discours du député Mohammad Raad, qui a souligné que la déclaration de Baabda était née morte. »

Événements

- Les douanes libanaises ont arrêté, à l'aéroport de Beyrouth, cinq individus (français, norvégiens et canadiens) qui transportaient des engins de communication non autorisés et des équipements militaires. Les forces de sécurité ont commencé à interroger les détenus pour connaître leur destination ainsi que l'usage auquel ils destinaient leurs équipements, qui comportaient des caméras sophistiquées pouvant émettre directement via satellite. De source sécuritaire, on laisse entendre que les personnes arrêtées devaient se rendre en Syrie.

- Selon le quotidien libanais *Al-Akhbar*, le Hezbollah a été placé en état d'alerte générale et toutes les unités de combat, sur tous les sites de déploiement, ont été appelées à rester sur le qui-vive —une mesure qui concerne également les unités du Hezbollah présentes en Syrie—. L'ensemble de ces mesures a commencé à être mis en œuvre en toute discrétion. La Finul devait évacuer les familles de ses personnels étrangers résidant au Liban via l'aéroport de Beyrouth, dès dimanche.

- Dans un enregistrement sonore diffusé sur la chaîne de télévision LBC, les deux pilotes turcs de la compagnie Turkish Airlines, enlevés début août au Liban, affirment être en « *bonne santé* » et attendent d'être libérés « *dans les plus brefs délais* ». Le groupe qui a revendiqué leur enlèvement demande à la Turquie d'user de son influence auprès des rebelles syriens, qu'Ankara soutient, pour obtenir la libération de neuf pèlerins libanais enlevés en Syrie en mai 2012. « *Ils (les ravisseurs) ont expliqué que la Turquie était le seul pays à aider à libérer ces gens* », dit Murat Akpınar, le premier pilote.

- Le quotidien libanais *Al-Akhbar* rapporte qu'une réunion de haut niveau a eu lieu entre le Hamas et le Hezbollah, en présence d'Oussama Hamdane, membre du bureau politique du mouvement palestinien, et du secrétaire général adjoint du Hezbollah, cheikh Naïm Qassem.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Ghassan Rifi (30 août 2013)

L'arrestation du cheikh Hachem Minkara a provoqué un choc parmi les milieux islamistes, notamment ceux qui sont proches du 8-Mars. À l'heure où ils s'attendaient à la remise en liberté d'Ahmad al-Gharib, après qu'il se fut avéré que la personne apparue dans les images prises par une caméra de surveillance près du site de l'une des explosions n'était pas lui, mais plutôt un membre de la famille Al-Raïs, ces milieux ont été pris de court par la convocation, par le département du Renseignement des FSI, du chef du Mouvement de l'unification islamique Al-Tawhid, afin de recueillir sa déposition concernant sa relation avec al-Gharib. Ce dernier, selon des sources sécuritaires informées, aurait mentionné à plusieurs reprises son nom lors des interrogatoires ces derniers jours. Le département du Renseignement des FSI aurait relevé des contradictions entre les dépositions des deux cheikhs. Des sources de la famille de Hachem Minkara ont rejeté en bloc les accusations retenues contre l'intéressé, y voyant une opération visant à entacher la réputation des dignitaires religieux proches du Hezbollah et les « *assassiner politiquement* ». En outre, selon une source sécuritaire, la déposition de Hachem Minkara dénoterait qu'il était au courant de « *certaines choses* » liées au double attentat. D'autres sources font savoir qu'al-Gharib aurait affirmé avoir informé Hachem Minkara qu'on lui avait demandé d'exécuter les deux attentats contre les mosquées Al-Taqwa et Salam. Toutefois, Minkara aurait démenti qu'al-Gharib lui ait communiqué cette information.

As-Safir (30 août 2013)

Imad Marmal

Convaincu que les mouvements terroristes et extrémistes sont d'ores et déjà isolés, le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi a fait part de sa détermination à les poursuivre là où ils se trouvent, affirmant que l'armée est décidée à « *contrecarrer le terrorisme et à lui couper les bras* ». Le commandant en chef aurait également souligné que « *l'institution militaire est soudée et*

se porte à merveille, et que le rôle national qu'elle joue sur le terrain pour la protection de la paix civile contribue » à sanctuariser le pays contre les discours incitant à la *fitna*. Toujours selon les visiteurs, Jean Kahwagi aurait dit ne pas craindre de discorde confessionnelle au Liban, les principaux blocs dans les différentes communautés, notamment le Hezbollah et le Futur, n'en voulant pas, et considère que les extrémistes ne seront pas capables à eux seuls d'en jeter l'étincelle. Il a ajouté qu'il pourrait y avoir des tentatives visant à entraîner les protagonistes à croiser le fer et que les derniers attentats s'inscrivent dans ce contexte. Toutefois, les principales formations internes refusent de se laisser prendre dans ce marécage. Selon ces sources, le commandant en chef de l'armée a donné des ordres clairs à toutes les unités de la troupe de traquer tout groupe terroriste dont la présence est détectée, précisant qu'aucune ligne rouge n'a été tracée à cet égard.

As-Safir (30 août 2013)

Daoud Rammal

La confusion sévit au sein de l'Union européenne, qui joue un rôle contradictoire, et ambivalent. D'une part, ses États membres participent à la campagne menée contre la Syrie, qui constitue la profondeur stratégique du Hezbollah, de l'autre ils font parvenir sans cesse des messages, par le biais de différents canaux, visant à rassurer ce dernier. Un responsable libanais revient dans ce cadre sur les propos d'un ambassadeur occidental qui aurait affirmé sans ambages que le danger représenté par les islamistes et les takfiristes, dont le nombre est grandissant, devient de plus en plus important, d'où le souhait de dialoguer avec le Hezbollah. Le diplomate aurait considéré que ce dernier ne devra pas, de ce fait, fermer ses portes aux Européens avec lesquels il serait plutôt appelé plutôt à engager un dialogue. À cet égard, le même responsable libanais relève avec une grande surprise que la seule expression revenant chez tous les ambassadeurs européens qu'il a rencontrés est la suivante : « *Nous avons des intérêts communs avec le Hezbollah* ».

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (30 août 2013)

Un chercheur US assure que le régime de Bachar al-Assad sortira vainqueur de la guerre en cours en Syrie. Par conséquent, les différents protagonistes, en l'occurrence le régime, l'Iran, le Hezbollah, Al-Qaïda cohabiteraient, le cas échéant, sur le sol syrien. La Syrie deviendrait ainsi une source d'instabilité pour la région et une contrée où les plus horribles crimes contre l'humanité seront perpétrés pendant de longues années. D'où l'intérêt pour l'Occident, selon le même chercheur, à empêcher la survie de Bachar al-Assad, en menant des frappes militaires contre les bases de son régime et en mettant la pression sur Moscou et sur Téhéran pour les amener à mettre un terme à leur soutien au régime au profit d'une opposition modérée.

An-Nahar (29 août 2013)

Sabine Oueiss

Des sources politiques de haut niveau assurent que le président de la République, Michel Sleiman, s'est vraiment engagé dans la bataille de la formation du gouvernement. Elles précisent toutefois que le chef de l'État, qui a préconisé un gouvernement fédérateur, approuve les modalités fixées par Tammam Salam : 24 ministres sur la base dite des « 3x8 » pour constituer un cabinet non provocateur, adoptant le principe de la rotation des portefeuilles. Le tout serait de savoir désormais si le Hezbollah acceptera de renoncer au tiers de blocage et le Futur à sa condition relative à un retrait du Hezbollah de Syrie.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Ibrahim Al-Amine (30 août 2013)

Le cheikh Ahmad al-Gharib a été autorisé, jeudi, à contacter sa famille. Un de ses proches rapporte qu'il leur a juré n'avoir rien à voir avec les deux attentats, ni de près, ni de loin.

Le Renseignement des FSI renoue avec leurs vieilles habitudes. Certaines parties officielles influentes portent un regard dubitatif sur la version de ce service concernant l'implication du régime syrien dans les attentats de Tripoli, qui met en cause Ahmad al-Gharib et Hachem Minkara. Ces parties estiment que quelques minutes à peine après le double attentat, l'enquête de ce même service de renseignement s'est bâtie sur une hypothèse perçue comme une évidence : celle de la responsabilité du régime syrien.

Ces parties dénoncent donc des accusations politiques toutes prêtes et considèrent que les fuites à travers les médias liés directement et indirectement au Futur reflètent la même mentalité et les mêmes velléités de vengeance. Elles considèrent enfin que Moustapha Houry manque de crédibilité.

Al-Akhbar (29 août 2013)

Ibrahim Al-Amine

Parmi les questions taraudant l'esprit des Occidentaux, figure celle de l'éventuelle réaction du Hezbollah à une agression contre la Syrie. Ces questions concerneraient notamment la sécurité directe d'Israël, la sécurité des forces internationales qui opèrent dans la région, et enfin la sécurité politique et militaire des États occidentaux. Le Hezbollah maintient le silence. En ce moment, le parti n'a pas à afficher une position bien précise. Tout communiqué qui émanera de lui condamnera par avance l'agression et mettra en garde contre ses répercussions dangereuses sur la région. Sera glissé en filigrane un mot à même de faire miroiter sa disposition à épauler la Syrie pour se défendre contre toute attaque externe. Dans la conjoncture actuelle, il faut noter que le Hezbollah fait partie intégrante d'une grande alliance conduite par l'Iran. Outre la relation spéciale le liant à Téhéran, il est recommandé à toute personne avisée de déchiffrer les termes employés par Le guide suprême Ali Khameneï qui a mis en garde contre « *une catastrophe qui s'emparera de la région* » dans l'éventualité d'une agression contre la Syrie. Selon l'interprétation d'éminents dirigeants de l'armée, ces déclarations signifient que l'Iran n'acceptera pas de voir son allié syrien attaqué sans intervenir.

Le Hezbollah est impliqué jusqu'au cou dans la crise syrienne, plus particulièrement dans la confrontation en cours avec les groupes armés liés à l'Occident ou aux takfiristes. Le parti y a sacrifié des dizaines de martyrs. De plus, le Hezbollah joue un rôle sérieux et se considère comme étant concerné par ce qui se déroule actuellement, partant de sa vision qui dit que l'un des principaux objectifs de la guerre consiste à frapper l'axe de la Résistance afin de l'atteindre. De ce fait, le Hezbollah n'a pas besoin qu'on lui explique les motifs d'une intervention étrangère, israélienne, US ou européenne, car il s'y attendait depuis belle lurette. Par

conséquent, il convient de savoir que ce parti, lorsqu'il a décidé d'intervenir en Syrie, a étudié tous les aspects d'un tel acte, dont il ne se rétractera pas aujourd'hui. Au contraire, toute agression occidentale contre la Syrie sera un motif supplémentaire pour le Hezbollah, le portant non à se ranger encore plus aux côtés de son allié, Bachar El Assad, mais à être au cœur de la bataille de la défense de la Syrie face à cette attaque. Comment ? Seul le parti détient la réponse à cette question.

Al-Akhbar (29 août 2013)

Nasser Charara

Lors d'une réunion avec des responsables syriens suite aux informations évoquant l'imminence de la frappe états-unienne contre la Syrie, le président Bachar al-Assad leur a affirmé : « *Dès le départ, vous le savez bien, nous attendons le moment où notre véritable ennemi se révélera. Je sais que votre moral est bon et que vous êtes prêts à contenir toute agression et à préserver la patrie. Mais il faudra transmettre ce moral à vos subordonnés et aux citoyens syriens. C'est une confrontation historique dont nous sortirons vainqueurs* ».

Par ailleurs, une source diplomatique arabe a fait état du transfert d'unités militaires états-uniennes, britanniques et françaises ces deux derniers jours vers la frontière syro-jordanienne. Selon la source, ces mesures auraient été prises, car l'Otan pourrait être appelée à envoyer des unités militaires vers des sites précis en Syrie, abritant les dépôts des armes chimiques.

Al-Akhbar (28 août 2013)

Pierre Abi Saab

Tout suggère que la coalition occidentale se prépare à des frappes militaires en Syrie. Devons-nous livrer la Syrie à ceux qui sont épris de napalm (et de liberté) ? Les accusations montrant du doigt le régime dans l'utilisation d'armes chimiques n'ont pas attendu les rapports des experts et ont été lancées indépendamment de toute logique ! Les photos horribles du massacre de la Ghouta ont suffi pour identifier l'assassin et anesthésier l'opinion publique, tout en la préparant à accepter les crimes coloniaux à venir. L'opposition syrienne armée est en état de surexcitation, qui n'a d'égal que l'enthousiasme du président français François Hollande et

l'emportement de son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius. Ce dernier risque de succomber à son impatience de voir sonner l'heure H qui ramènera l'Orient arabe un siècle en arrière. Maintenant que les socialistes français sont rassurés quant à leurs prouesses socio-économiques à l'intérieur, ils peuvent se consacrer à leur vocation humanitaire. Jean-Luc Mélenchon, cités sur le site du *Nouvel Observateur* déclare pour sa part : « *Nous savons que les Nord-Américains ont l'habitude d'utiliser n'importe quelle sorte d'argument pour justifier une intervention militaire. Frapper militairement la Syrie serait une erreur gigantesque. Qui se trouve mieux depuis qu'on a tout cassé en Libye ? Nous sommes des suiveurs. Pour nous donner de la contenance, de temps en temps nous aboyons plus fort que le reste de la meute. Quant à l'opposition syrienne armée, elle a hâte de flairer l'odeur du napalm : elle veut la "liberté" fût-ce sur les décombres de son pays. Les opposants croient-ils vraiment que les États-Unis, leurs supplétifs et leurs alliés, n'ont rien de mieux à faire que de rendre de nobles services à nos peuples, à l'instar de ceux qu'ils avaient rendus en Irak et en Libye ? Ou que leur intervention vise uniquement à aider les Syriens à mettre en place "une alternative démocratique" au régime d'Assad ?* »

Al-Akhbar (28 août 2013)

Hiyam Kosseify

Les autorités officielles libanaises sont dans le coma au moment où la perspective d'une frappe militaire en Syrie se précise de plus en plus. C'est comme si le monde entier était dans un monde, et le Liban dans un autre. Selon des rapports militaires occidentaux, Washington ne souhaiterait pas élargir le spectre des opérations. Les mêmes rapports précisent toutefois que les pays du Golfe, l'Arabie saoudite en tête, exercent de fortes pressions pour faire en sorte que ces frappes soient fatales au régime. Dans tous les cas, le Liban ne semble pas se préparer à la période qui s'annonce, et dont les signes précurseurs ont commencé à se manifester à travers les attentats à l'explosif sur son territoire. Les rapports s'interrogent d'ailleurs sur l'attitude du Hezbollah vis-à-vis d'une éventuelle opération militaire états-unienne en Syrie. Le Liban pourrait être concerné par cette opération à plus d'un niveau :

- ▶ Le niveau politique d'abord : Il ne fait aucun doute que le Liban aura rendez-vous avec une échéance incontournable, celle de prendre position, officiellement, au sujet de l'action militaire qui pourrait être menée en Syrie. Quelle sera la position affichée par le président de la République, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères ? Dénonceront-ils cette opération ou choisiront-ils plutôt de se murer dans le silence ?
- ▶ Le niveau sécuritaire ensuite : Quelle sera la réaction du Liban si les États-Unis utilisent son espace aérien ? D'autres interrogations portent sur les défis sécuritaires qui pourraient surgir au Liban, certaines parties pouvant exploiter la frappe en Syrie pour s'en prendre aux intérêts des pays occidentaux qui y prennent part, les États-Unis en tête, voire à la Finul. Il ne faut pas oublier non plus la possibilité de voir de nouveaux réfugiés syriens affluer au Liban, ni le danger d'un recours aux voitures piégées pour semer la peur et l'anarchie dans plusieurs régions.

Le niveau gouvernemental enfin : D'aucuns craignent que l'offensive ne s'accompagne de pressions pour former un gouvernement coûte que coûte. Des sources informées estiment d'ailleurs que les pressions régionales pour constituer un gouvernement excluant le Hezbollah sont le maillon d'une chaîne visant à resserrer l'étau autour de ce parti et des alliés de la Syrie au Liban.

Al-Akhbar (28 août 2013)

Nasser Charara

Des informations sécuritaires ont révélé que les quatre attentats qui ont frappé la banlieue sud de Beyrouth et Tripoli s'inscrivent dans le cadre d'un vaste plan appelé « *Mort et Destruction* », exécuté par Al-Qaïda et destiné à plonger le Liban dans un bain de sang. Toutes les données montrent que ce plan va se poursuivre et vise à contraindre le Hezbollah à se retirer de Syrie, quel que soit le prix et le sang versé.

Après l'examen minutieux des données liées aux attentats de Bir al-Abed, le 9 juillet, de Roueiss, le 15 août et de Tripoli, le 22 août, et le recoupement d'informations à travers des écoutes téléphoniques et des infiltrations, il est désormais possible de déterminer la nature de l'attaque terroriste en cours et de ses

objectifs : le message est que la vague de « *Mort et Destruction* » va se poursuivre et les explosions vont aller crescendo jusqu'au retrait du Hezbollah de Syrie.

L'explosion de Roueiss a montré que le plan est entré dans sa phase d'exécution. Des informations recueillies par des services de renseignement ont fait état d'une coordination entre l'émir de l'État islamique d'Irak et du Levant, Abou Omar al-Baghdadi, et l'émir du Front al-Nosra, Abou Mohammad Al-Joulani, pour asséner des coups au Liban. Les investigations ont permis de découvrir que les deux hommes se sont entendus sur un mot de passe qui déclencherait cette vague de terreur. Ce signal a été le tir des quatre roquettes contre Israël. Effectivement, 12 heures après ce tir, les deux explosions de Tripoli ont eu lieu. Un examen des modes opératoires des attentats de Roueiss et de Tripoli montre qu'ils ont été commis par une même et seule partie. D'ailleurs, un quart d'heure après la chute des roquettes sur la Galilée, les Israéliens en ont fait assumer la responsabilité au « *jihad international* ». Les experts affirment que l'un des facteurs pour déterminer l'identité des auteurs d'un attentat est d'étudier le mode opératoire. Or à Roueiss comme à Tripoli, les charges piégées étaient composée de plus de 200 kg d'explosifs. Ensuite, les explosions ont ciblé des lieux publics.

Cette vague de terreur devrait donc se poursuivre dans plus d'une région libanaise pour semer « *la Mort et la Destruction* » chez toutes les communautés afin de placer le Hezbollah devant l'équation suivante : se retirer de Syrie ou être confronté à une colère populaire grandissante. Dans ce cadre, il faut signaler que des voix libanaises se sont élevées, surtout après les explosions de Tripoli, pour faire le lien entre le refus du Hezbollah de se retirer de Syrie et les attentats. Ces voix adoptent, en quelque sorte, l'objectif politique que les auteurs des attentats tentent de réaliser.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(28 août 2013)

Les ambassadeurs d'Arabie saoudite, Ali Awad al-Assiri, du Koweït, Abdel Aal Kinai, du Qatar, Saad Ali Hilal al-Mohannadi, et des Émirats arabes unis, Youssef Ali Osseimi, se sont absentés de la réunion à laquelle les a invité le patriarche maronite Béchara Raï à

Dimane. Le chargé de la communication du patriarcat, Walid Ghayad, a refusé de parler « *d'une absence des ambassadeurs* », préférant évoquer leur présence à l'extérieur du Liban. Il a affirmé qu'il ne pouvait pas faire aux diplomates un procès d'intention, d'autant qu'ils n'ont pas publié un communiqué affirmant clairement qu'ils s'étaient absentés en raison de la présence à la réunion de l'ambassadeur de Syrie, Ali Abdel Karim Ali. M. Ghayad a indiqué que la discussion avec les ambassadeurs a porté sur les dossiers arabes et régionaux, et les présents ont mis l'accent sur la nécessité d'unifier la position des pays arabes. Mgr Raï a expliqué la position du patriarcat maronite et son rôle, mettant l'accent sur la présence des chrétiens au Liban et en Orient, qui se complète et coexiste, historiquement, avec la présence musulmane. Le prélat a insisté sur l'importance d'édifier l'État de la citoyenneté et de l'égalité dans le monde arabe.

M. Ghayad a nié que le patriarche ait évoqué devant ses invités le « *danger des takfiristes* », précisant néanmoins que Mgr Raï a « *rejeté le phénomène du terrorisme et du partage des États* ». « *Aucun nouveau rendez-vous n'a été fixé pour les ambassadeurs absents* », a-t-il dit.

AFP (Agence de presse française, 30 août 2013)

De Jérusalem à Alep, de Beyrouth à Bagdad, la perspective de frappes occidentales est dénoncée avec force par les patriarches d'Églises implantées depuis la naissance du christianisme et qui n'ont pas envie d'être assimilées aux « *croisés* » par les islamistes comme en Irak en 2003. Le plus vif est le patriarche irakien Louis Raphaël Sako, patriarche des chaldéens : une intervention militaire états-unienne reviendrait « *à faire exploser un volcan destiné à emporter l'Irak, le Liban, la Palestine. Et peut-être que quelqu'un veut précisément cela* ». L'évêque d'Alep, Mgr Antoine Audo, évoque un risque d'une « *guerre mondiale* ». Le patriarche maronite Béchara Boutros Raï a accusé « *des pays, surtout de l'Occident mais aussi de l'Orient* », de « *fomenter tous ces conflits* ». « *Nous sommes en train de voir la destruction totale de ce que les chrétiens ont pu construire durant 1400 ans* » de cohabitation avec les musulmans, a-t-il estimé.

Le patriarche syriaque-catholique Youssef III Younan a accusé les

puissances extérieures « *d'avoir armé les rebelles, incité à la violence, envenimé encore les relations entre sunnites et chiites* ». « *L'Occident pense qu'avec les sunnites au pouvoir, la démocratie remplacera la dictature, mais c'est une grande illusion* », s'est-il insurgé.

La crainte que « *le scénario de l'Irak se répète* » est constamment évoquée, de même que la perte d'une « *laïcité* » qui rendait vivable la cohabitation au Proche-Orient. Les patriarches font remarquer que les Occidentaux ne semblent guère soucieux d'attendre les conclusions de l'enquête de l'Onu sur l'attaque chimique de la semaine dernière. Ils rappellent qu'il y a dix ans, les États-Uniens sont partis en guerre en Irak pour de supposées preuves inexistantes d'armes de destruction massive. Ils s'étonnent du peu d'attention accordé par les Occidentaux à la dimension communautaire et religieuse dans les déséquilibres actuels.

Même dans les rangs des chrétiens opposés à Bachar el-Assad, le rejet de frappes étrangères est net : le monastère du père Paolo Dall'Oglio, actuellement enlevé dans le nord de la Syrie, a ainsi exhorté au « *refus de toute violence* ».

Enfin, sur les blogs et Twitter, les opposants chrétiens à une intervention étrangère sont intervenus massivement ces derniers jours.

The Independent (Quotidien britannique, 28 août 2013)

Robert Fisk

Si Barack Obama décide d'attaquer le régime syrien, il aura fait en sorte —pour la première fois de l'Histoire— que les États-Unis soient du même bord qu'Al-Qaïda.

Les hommes qui ont tué des milliers de personnes, le 11-Septembre, combattront aux côtés de la nation dont ils ont assassinés si cruellement les innocents, il y a presque 12 ans. C'est tout un exploit pour Obama, Cameron, Hollande et les autres mini-chefs de guerre. Bien sûr que ceci ne sera pas crié haut et fort par le Pentagone ou la Maison-Blanche —ni, je suppose, par Al-Qaïda— qui tentent de détruire Bachar. Il en est de même du Front al-Nosra, affilié à cette organisation. Cette affaire soulève quelques possibilités intéressantes.

Peut-être que les Américains devraient demander à Al-Qaïda de

l'aider sur le plan du renseignement —après tout, elle est présente sur le terrain, là où les Américains n'ont aucun intérêt à aller—. Et peut-être qu'Al-Qaïda pourrait offrir des informations à un pays qui prétend que les hommes les plus recherchés du monde sont, justement, les partisans d'Al-Qaïda, et non pas les Syriens.

Cela donnera lieu, évidemment, à des situations ironiques. Alors que les Américains frappent Al-Qaïda avec des drones au Yémen et au Pakistan —avec, bien entendu, le lot habituel de victimes civiles— ils fourniront en même temps à cette organisation un soutien face à ses ennemis en Syrie. Vous pouvez parier votre dernier dollar que la cible des Américains en Syrie ne pas sera Al-Qaïda ou al-Nosra.

Et notre Premier ministre va applaudir tout ce que font les Américains. Les attentats de Londres semblent avoir disparu de sa mémoire.

En Irak, nous sommes allés en guerre sur la base de mensonges proférés par des faussaires et des escrocs. Aujourd'hui, c'est la guerre sur YouTube. Cela ne signifie pas que les images terribles des civils syriens gazés sont fausses. Cela veut dire que toute preuve contraire va être supprimée. Par exemple, personne ne va s'intéresser à des rumeurs persistantes à Beyrouth au sujet de trois membres du Hezbollah —qui combat aux côtés des troupes gouvernementales à Damas— qui ont apparemment été frappés par le même gaz, le même jour, dans des tunnels. Ils sont actuellement traités dans un hôpital de Beyrouth. Donc, si les forces gouvernementales syriennes ont utilisé du gaz toxique, comment se fait-il que des hommes du Hezbollah ont, eux aussi, été touchés ?

Et puisque nous parlons de la mémoire institutionnelle, lequel de nos hommes d'État sait ce qui s'est passé la dernière fois que les Américains ont attaqué l'armée syrienne ? Je parie qu'ils ne s'en souviennent pas. Eh bien, cela s'est passé au Liban, lorsque l'aviation américaine a décidé de bombarder des missiles syriens dans la vallée de la Bekaa, le 4 décembre 1983. Je m'en souviens très bien parce que j'étais ici, au Liban. Un bombardier américain A-6 a été touché par un missile Strela syrien —de fabrication russe, naturellement—. Il s'est écrasé dans la Bekaa et le pilote, Mark Lange, a été tué, son co-pilote, Robert Goodman, a été fait

prisonnier et jeté en prison à Damas. Jesse Jackson a dû se rendre en Syrie pour le récupérer un mois plus tard. Un autre avion américain —un A-7 cette fois— a également été touché par des tirs syriens, mais le pilote a réussi à s'éjecter en Méditerranée, où il a été retrouvé par un bateau de pêche libanais. Son avion a été détruit.

Bien sûr, on nous dit que cette guerre sera de courte durée, quelques jours tout au plus. C'est ce que Obama aime croire. Mais pensez à l'Iran. Pensez au Hezbollah. Je suppose que si Obama va aller de l'avant, il devra courir... courir.

The Guardian (Quotidien britannique, 29 août 2013)

Mona Mahmood et Robert Booth

L'armée de l'air syrienne envisage d'utiliser des pilotes kamikazes en repréailles aux attaques des forces occidentales, affirme un officier de la défense anti-aérienne de l'armée syrienne, basé près de Damas.

L'officier a indiqué 13 pilotes syriens ont fait le serment, cette semaine, de constituer « *une équipe de martyrs pour affronter les avions américains* ». Le pilote loyaliste, la trentaine, sert dans la section de la défense anti-aérienne de l'armée syrienne à 10 miles de la capitale. Il a déclaré : « *Si les États-Unis et les Britanniques lancent un seul missile, nous en lancerons trois ou quatre, et si leurs avions de guerre violent notre ciel, ils devront faire face à un feu d'enfer* ». « *Si nous sommes incapables d'abattre leurs avions de guerre avec l'artillerie, nous avons des pilotes militaires qui sont prêts à attaquer ces avions étrangers avec leurs propres avions de combat et les détruire en l'air* ».

The Guardian est incapable de vérifier l'exactitude de cette information. Mais l'officier interrogé a été en contact avec le journal à plusieurs reprises ces 12 derniers mois, au cours desquels il a fourni des informations fiables sur les combats entre les troupes de Bachar al-Assad et les groupes rebelles. Il a affirmé : « *Nous avons plus de 8 000 candidats au martyre au sein de l'armée syrienne, prêts à mener des opérations kamikazes à tout moment pour stopper les États-uniens et les Britanniques. Je suis prêt à me faire sauter contre des porte-avions US pour les empêcher d'attaquer la Syrie et son peuple* ».

Évoquant l'attaque chimique de la semaine dernière dans la banlieue de Damas, l'officier a nié l'implication des forces gouvernementales, déclarant que la nouvelles de l'utilisation de gaz toxique a provoqué un choc au sein de l'armée régulière. « *Pourquoi devrions-nous utiliser des armes chimiques dans la Ghouta, alors que nos troupes étaient présentes dans la région et menaient une vaste offensive appelée le Bouclier de la capitale ? Nous avons réussi à faire 75 % du chemin, mais ensuite nous avons été choqués d'apprendre que des armes chimiques avait été tirées* ».

L'officier a assuré que le moral de l'armée syrienne est élevé. « *Ils (les Occidentaux, ndlr) doivent savoir que l'Iran et le Hezbollah se battront avec nous, main dans la main. Nous avons une alliance indéfectible. Nous sommes le fer de lance de la résistance dans le monde arabe (...) L'armée syrienne est à son plus haut niveau d'alerte. Nous avons pris toutes les mesures pour éviter les attaques aériennes et tous nos missiles sont prêts à être tirés. L'armée a changé la plupart de ses positions et de nombreuses casernes et brigades ont été déplacées vers d'autres sites. Nous attendons les forces US et britanniques pour attaquer des cibles spécifiques* », a-t-il précisé avant d'ajouter : « *Ce qui se passe aujourd'hui en Syrie est incroyable. Beaucoup de jeunes syriens se sont présentés aux postes militaires et demandent à rejoindre l'armée pour se battre pour la Syrie. Certains d'entre eux étaient des partisans de l'opposition. Nous avons enregistré plus de 4 000 volontaires ces dernières 48 heures.* »

Global Times (Quotidien chinois, 29 août 2013)

Les forces mondiales opposées à une intervention militaire doivent s'unir et empêcher cette attaque occidentale en Syrie. Si ces frappes se produisent, les forces mondiales doivent ouvertement soutenir la résistance du gouvernement syrien. Il est nécessaire que la Russie et l'Iran envisagent de fournir une assistance militaire directe au régime du président Bachar al-Assad.

Mettre en avant une 'indécence morale' comme excuse justifiant la préparation d'une intervention militaire apparaît précipité et irréflecti.

Dans un communiqué rendu public jeudi, le ministre chinois des

Affaires étrangères, Wang Yi, met par ailleurs en garde contre « *toute ingérence* » dans l'enquête en cours de l'Onu sur l'attaque chimique du 21 août (...) *Seule une solution politique peut résoudre la crise syrienne* », avait déclaré plus tôt cette semaine Wang Yi.

La communauté internationale devrait faire preuve de patience plutôt que de se laisser mener par le bout du nez par les services de renseignement états–uniens.

Il y a dix ans, les États–Unis et leurs alliés ont contourné l'Onu pour imposer par la force un changement de régime en Irak, sous le prétexte que ce régime détenait des armes de destruction massive. Cela ne doit pas être permis une nouvelle fois. Une intervention militaire sans mandat de l'Onu ne fera qu'aggraver la situation en Syrie.

The Wall Street Journal (Quotidien US, 27 août 2013)

Adam Entous, Nour Malas, Margaret Coker

Le vétéran de l'intrigue diplomatique à Washington et au Proche–Orient, le chef des services de renseignement saoudiens, le prince Bandar Ben Sultan, a expliqué aux Américains qu'il ne s'attendait pas à une victoire des rebelles sur le terrain dans l'immédiat.

Le prince Bandar a confié à son demi–frère Salman de superviser l'entraînement des rebelles syriens en Jordanie.

Les Saoudiens ont commencé en hiver à déployer des efforts considérables pour convaincre les Américains et les puissances occidentales que le régime de Bachar Al–Assad a franchi la ligne rouge en utilisant des armes chimiques. Les services secrets saoudiens affirmaient en février que le régime a utilisé des armes chimiques en faisant parvenir des « *preuves* » aux Américains.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a transmis un message au président Barack Obama en avril lui disant que la crédibilité des États–Unis serait écornée si le régime syrien et son allié iranien gagnaient la bataille.

Parallèlement à ce message, le prince Bandar et l'ambassadeur saoudien à Washington ont travaillé intensément pour convaincre la Maison–Blanche et le Sénat de la nécessité de frapper la Syrie.

Par la suite, le prince s'est entretenu à Paris avec des responsables français et en juillet, il s'est rendu à Moscou, où il a expliqué, selon des diplomates, à Vladimir Poutine, que le royaume saoudien

détient de fortes sommes d'argent qu'il va utiliser pour gagner la bataille en Syrie.

Il y a un quart de siècle, c'est le même Bandar ben Sultan qui a armé les moudjahidines afghans contre les troupes soviétiques.

Le week-end dernier, l'Arabie saoudite a accentué la pression sur Washington pour attaquer la Syrie en réponse aux « *attaques chimiques* ».

« *Vous ne pouvez pas comme président tracer une ligne et ne pas la respecter* », aurait dit le message saoudien au président Obama, selon un diplomate.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Bachar al-Assad brise les projets de Barack Obama », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 2 septembre 2013, www.voltairenet.org/article180032.html